

l'affaire des conflits à intervenir

ici -

Confidentiel

R a p p o r t

sur le

" Royaume du Laos "

Djakarta, le 1er octobre 1963.



Arrivé le 28 août 1963 par avion de Phnom-Penh - Bangkok à Vientiane, mon premier séjour au Laos s'est déroulé selon le programme suivant :

28 août au 3 septembre : Vientiane (capitale administrative)
 4 et 5 septembre : Luang-Prabang (résidence du roi)
 avec remise des lettres de créance
 le 4 septembre
 6 au 9 septembre : Vientiane
 10 septembre : Savannaketh
 11 et 12 septembre : Paksé
 13 et 14 septembre : voyage de retour via Saïgon et Singapour

J'ai divisé mon rapports en huit chapitres, soit :

| | | |
|-------------------------------------|------|----|
| 1. Situation politique | page | 1 |
| 2. Situation militaire | " | 17 |
| 3. Situation économique | " | 22 |
| 4. Aide technique suisse | " | 27 |
| 5. Relations diplomatiques du Laos" | | 28 |
| 6. Colonie suisse | " | 29 |
| 7. Presse Laotienne | " | 30 |
| 8. Divers | " | 31 |

1. Situation politique.-

Contrairement aux impressions favorables gagnées au Cambodge, mon premier séjour au Royaume du Laos m'a fort déprimé. De tout ce que j'ai vu, de toutes les conversations que j'ai eues (membres du gouvernement, fonctionnaires supérieurs, chefs de missions diplomatiques, membres de la Commission Internationale de Contrôle CIC, colonie suisse, etc) ressortirent très peu de points positifs et beaucoup de points négatifs. Aucun optimisme, que du pessimisme! Tous les problèmes semblent être dans une impasse, un cercle vicieux après l'autre. "Notre situation malheureuse entre l'ouest et l'est et la guerre froide entre les deux, ou bientôt trois camps des grandes puissances nous empêchent de mettre fin à nos difficultés intérieures", disent les Laotiens. "L'impassibilité du très petit nombre d'ambitieux politiciens laotiens de la droite, du centre neutraliste et de la gauche, rendue encore plus compliquée par les querelles et la haine entre les deux demi-frères princiers, est la source de la situation actuelle", disent les étrangers, non seulement les diplomates, domiciliés au Laos. Où est la vérité? J'essayerai ici de dresser un tableau de la situation politique en soulignant que mon contact étroit avec l'ambassadeur britannique Hopson à Vientiane, un de mes amis, chez lequel ma femme et moi avons logé pendant 15 jours, m'a beaucoup facilité la tâche de me familiariser avec les problèmes

- 2 -

politiques du petit Royaume. Donald Hopson et son collègue russe étant les représentants des deux co-présidents de la Conférence de Genève, mon ami se trouve en effet continuellement au premier plan des événements. Il était extrêmement intéressant de l'observer dans son travail.

Je ne mentionnerai que brièvement la période d'avant les accords de Genève du 23 juillet 1962. Il importe toutefois de relever que l'Etat laotien n'existe dans sa forme actuelle que depuis 1945. Jusqu'à cette date, il n'y avait que le Royaume de Luang Prabang, le reste du pays étant divisé en trois principautés (Vientiane, Xieng Khouang et Champassak) dirigées par des princes très fidèles aux Français. L'administration française ne se distinguait par aucun excès de zèle dans n'importe quel domaine, contrairement aux anciens territoires de Tonkin, Annam et de la Cochinchine avec les deux villes florissantes de Hanoï et Saïgon. Le peuple laotien d'aujourd'hui, un mélange de Laotiens, Thais, Cambodgiens et de différentes tribus, comme par exemple celles des Meo et des Khas avec leurs propres langues, n'a donc pas encore le sentiment d'appartenir à une seule communauté. Il fut trop brusquement réveillé de sa paisible vie soit le long du Mékong soit dans les montagnes difficilement accessibles. La grande majorité de la population (environ 2,4 millions; il n'y a que des estimations à ce sujet) était et se compose toujours de paysans et de pêcheurs illettrés; le commerce et les quelques très petites entreprises industrielles se trouvent en mains des Chinois et des Vietnamiens, ces derniers de beaucoup plus efficaces, vifs et travailleurs que les Laotiens qui, selon l'exclamation d'un de leur roi, "ne savent que danser et aimer!"

La période après l'indépendance accordée en 1954 fut marquée par la situation instable, les attaques du Pathet-Lao et du Vietminh ainsi que par l'aide américaine tant économique

que militaire. Les 370 millions de dollars, dont 91 pour les forces armées, que les Etats-Unis mirent entre 1955 et 1962 un peu trop généreusement à la disposition du gouvernement de Vientiane, sans contrôle efficace de l'utilisation, eurent entre autres deux effets néfastes: le peuple commença à s'habituer à ce qu'on lui aide de l'étranger et une corruption énorme, auparavant inconnue, se répandit parmi la nouvelle classe des dirigeants politiques.

Les accords de Genève de juillet 1962 *), précédés par la rencontre des trois princes à Zurich (Boun Oum, droite; Souvanna Phouma, neutraliste centre; Souphanouvong, Pathet-Lao) auraient dû apporter la paix au malheureux Royaume déchiré par la guerre civile. Jusqu'au début de l'année 1963, on espéra en effet qu'ils seraient l'instrument efficace pour atteindre ce but. Or, il s'avéra depuis lors que ces espoirs ne pouvaient se réaliser.

L'impuissance des accords de Genève s'est révélée en premier lieu dans la question de la retraite des troupes étrangères convenue par les 14 signataires. Les Etats-Unis estiment le nombre des troupes vietnamiennes stationnées sur territoire laotien en juillet 1962 de 15 à 20'000, les Français à 5'000 et les Anglais à 8'000. Le Vietnam du Nord prétend qu'il n'y avait uniquement que 40 militaires qui auraient quitté depuis longtemps le Laos. D'autre part, les Etats-Unis et les Philippines ont retiré leur personnel militaire s'élevant à quelque 900 hommes; en réalité, quelques-uns sont restés en qualité d'instructeurs. Pourquoi la CIC, créée à cet effet et disposant du personnel et des moyens de transport - hélicoptères par exemple - nécessaires pour faire des contrôles sur place, ne fait-elle pas d'enquêtes? Ce sont justement les stipulations

*) Les 14 signataires sont: Birmanie, Cambodge, Canada, République populaire de Chine, République démocratique du Vietnam, France, Inde, Laos, Pologne, République du Vietnam, Thailand, Royaume-Uni, URSS, USA.

- 4 -

des accords de Genève qui empêchent un travail efficace. La CIC ne peut pas vérifier si des troupes étrangères (régulières, irrégulières, para-militaires, etc) ont été amenées au pays sans que le gouvernement laotien lui ait donné son consentement. Or, le Pathet-Lao (ou plutôt son parti politique, le Neo Lao Hak Xat, "Front patriotique laotien") refuse catégoriquement de donner son accord, ce qui amène la droite à refuser de son côté son consentement pour que des contrôles soient effectués sur son territoire. Voici la plus importante des difficultés et de l'impasse au Laos: les articles de l'accord de Genève, rédigés dans un trop grand optimisme en faisant dépendre toute l'activité de la CIC du consentement du gouvernement formé par les "trois frères ennemis", en croyant que ceux-ci oublierait leurs querelles internes une fois les accords de Genève signés...

Il y avait toutefois un point positif dans la période allant du mois de juillet 1962 jusqu'au début de cette année: les actions militaires - abstraction faite de quelques coups de fusil de part et d'autre - avaient cessé. Environ deux tiers du territoire laotien se trouvaient et se trouvent toujours en mains du Pathet-Lao sans que l'on puisse parler d'une véritable occupation militaire. C'était plutôt une terreur exercée par de petites bandes de guérillas qui passaient - et passent toujours - de village en village pour se ravitailler; les campagnards, intimidés, n'osent pas les dénoncer.

Profitant de ce calme trompeur et espérant qu'il en résultera un effet positif pour son pays, le Roi entreprit au printemps 1963 un voyage pour remercier les autres 13 signataires des accords de Genève de leur "bienveillant intérêt" pour les problèmes laotiens. Rentré à fin mars, il assistait à Vientiane à une réception avec les membres du gouvernement. Le ministre des affaires étrangères, Pholsena (neutraliste sympathisant avec la gauche), qui l'avait accompagné pendant son

voyage, fut assassiné au moment où il rejoignait sa maison après la réception. Cet incident eut des conséquences graves. Le 14 avril, les deux ministres du Pathet-Lao membres du gouvernement (Prince Souphanouvong, vice premier ministre, et Vongvichit, ministre de l'information), craignant pour leur vie, quittèrent Vientiane en hélicoptère de la CIC pour se rendre à Khang Khay (Plaine des Jarres, quartier général du Pathet-Lao). Les deux secrétaires d'Etat du Pathet-Lao, faisant également partie du cabinet, restèrent toutefois à Vientiane. En communication permanente par leur propre émetteur et récepteur d'ondes courtes avec Khang Khay, ils continuèrent à participer aux délibérations du Conseil des ministres en demandant pour le moindre des détails les instructions de leur chef dans la Plaine des Jarres. Le prince Phouma, président du Conseil, essayant de rétablir le fonctionnement plus ou moins normal du gouvernement de coalition, se rendit un peu plus tard en hélicoptère de la CIC à Khang Khay afin de persuader son demi-frère et Vongvichit de rentrer à Vientiane. Comme il est devenu l'habitude, il fut accompagné, pour des raisons de sécurité, par les trois membres de la CIC (un Indien, un Canadien et un Polonais) et par les représentants des deux co-présidents de la Conférence de Genève (ambassadeurs britannique et russe). Atterrissant à Khang-Khay, Phouma apprit qu'un camion transportant des soeurs catholiques (dont une Suissesse) avec les enfants de leur orphelinat qu'on voulait évacuer à Vientiane, avait touché une mine. Ayant mis immédiatement un des hélicoptères à disposition pour chercher les blessés à quelques kilomètres seulement de Khang Khay, l'appareil fut attaqué par le Pathet-Lao. Le Prince rentra sans délai à Vietnam et se refuse depuis lors de se rendre une autre fois dans la Plaine. J'ajoute entre parenthèses que les trois membres de la CIC, bien qu'ils assistèrent personnellement à l'attaque, n'ont pu s'entendre pour faire un rapport sur l'incident, le membre polonais insistant que les balles ne venaient pas du côté du Pathet-Lao.

Le départ des deux ministres de Vientiane et l'incident avec l'hélicoptère du Prince Phouma furent suivis par une offensive des troupes de la gauche qui réussirent à avancer de quelques kilomètres dans la Plaine. Depuis le mois de juin, la situation militaire est restée stationnaire, abstraction faite de quelques tiraileries.

Aucun incident ne s'est passé avec les deux secrétaires d'Etat restés à Vientiane. Ils sont gardés par une compagnie de quelque cent soldats du Pathet-Lao cantonnés dans une maison au centre de la capitale administrative. Le "prince rouge" Souphanouvong, ne pouvant plus prétendre qu'il n'y avait pas de sécurité à Vientiane et voulant empêcher qu'on lui reproche avec raison de boycotter le fonctionnement du gouvernement, envoya le 26 août dernier son collègue Vongvichit de la Plaine des Jarres à Vientiane pour prendre contact avec le président du Conseil et pour protester contre le voyage de celui-ci à New-York où il va assister à l'assemblée générale de l'ONU (il vient de faire un résumé très pessimiste au sujet de la situation actuelle de son pays). Dans la nuit du 8 au 9 septembre, des tiraileries éclatèrent entre la compagnie du Pathet-Lao se trouvant à Vientiane et des troupes de la droite du général Phoumi, vice-président du Conseil ayant pris dans le jeu de coalition la place du prince Boum Oum. Vongvichit demanda immédiatement aux ambassadeurs britannique et russe leur protection en leur faisant part de son intention d'évacuer le même jour, avec lui-même, les deux secrétaires d'Etat et la compagnie du Pathet-Lao à Hanoï avec le quadrimoteur de la CIC qui ne peut pas atterrir sur la petite piste de Khang Khay. Les deux ambassadeurs essayèrent d'un commun effort d'empêcher ce départ qui aurait certainement signifié une rupture complète avec le centre et la droite, au moins pour un temps assez prolongé. Après 24 heures de délibérations accompagnées de mesures de sécurité très étendues - la monotone et paisible petite ville de Vientiane avait l'air d'être assiégée - le Pathet-Lao se déclara prêt à ce que

les deux secrétaires d'Etat et les troupes continuent à résider à Vientiane; le général Phoumi se porta personnellement garant de leur sécurité. On convint toutefois que la compagnie de soldats soit cantonnée dorénavant à proximité de la ville et non plus au centre. C'était en effet, tant pour les troupes de la droite que pour la population, une provocation constante de voir ces jeunes soldats parmi eux en uniforme et casquette ressemblant comme un oeuf à l'autre aux uniformes du Vietminh. Une fois l'incident réglé, Vongvichit repartit en hélicoptère vers la Plaine des Jarres et le prince Phouma pour New York et Paris où il a sa famille, contrairement au prince Souphanouvong dont l'épouse, fervente communiste d'origine vietnamienne, se trouve avec 4 ou 5 enfants à Moscou, deux autres fréquentant une école à Pékin.

J'ai eu la chance d'arriver à Vientiane le lendemain de l'arrivée du ministre Vongvichit et j'ai quitté la capitale administrative le même jour que celui-ci et le président du Conseil. Pour voir l'activité politique du Laos battre son plein, je n'aurais pu tomber mieux!

Quelle est aujourd'hui la situation au Laos comparée à celle que les signataires des accords de Genève avaient prévue? Les intentions et idées de ceux-ci furent bonnes et idéales: formation d'un gouvernement de coalition des trois "tendances", retraite complète des troupes étrangères, établissement d'une seule armée et police nationales, défense de stationner des troupes étrangères dans le pays, importation du matériel de guerre uniquement pour la défense nationale (avec contrôle des infractions par la CIC). Or, il s'est avéré que les dirigeants de la gauche et de la droite n'ont ni l'intention ni l'envie de faire des concessions afin d'arriver au but commun.

Le centre neutraliste, formé par le parti "Pen Kang" du prince Phouma - après l'assassinat de Pholsena encore cinq représentants au gouvernement - et par le parti des "neutres de Vientiane" avec trois ministres au gouvernement, ne représente aujourd'hui pratiquement rien malgré le nombre élevé de ses ministres; la droite et la gauche n'a que deux membres chacune au gouvernement. Phouma, président du Conseil des ministres et en même temps ministre des affaires étrangères et de la défense nationale, n'a pas de programme politique proprement dit; il lutte contre l'influence des puissances étrangères, contre la corruption, etc. Personne ne se passionne pour ses idées. Selon l'ambassadeur laotien en Inde, il croit "sincèrement que Dieu l'a choisi pour sauver son pays". Renfermé, ses traits asiatiques immobiles, vivant tout seul dans sa maison-bureau bien gardée, il n'a pas trouvé, lors de ma visite, un seul mot de remerciement pour la proposition suisse d'établir des relations diplomatiques avec son pays. Il ne voit, comme il me dit, pas de solution politique avant que la situation économique soit stabilisée et avant que son peuple ait appris à travailler - formule, me paraît-il, trop simple pour qu'elle puisse avoir un résultat positif.

Les troupes du prince, sous le commandement du petit - comme il s'appelle toujours - "capitaine" Kong Le de 29 ans, se trouvant actuellement en URSS pour se faire soigner une sinusite (Phouma: "Je l'ai envoyé à Moscou pour éviter des reproches que je m'approche toujours plus de la droite!"), ont quitté en août dernier les quelques petites régions qu'elles occupaient à l'est de Savannaketh pour se concentrer dans la Plaine des Jarres.

Malgré ses bonnes intentions et efforts, le prince n'a pas été à même d'attirer la droite et la gauche vers le centre, c'est-à-dire en direction d'un gouvernement neutre ne travaillant que dans l'intérêt du peuple entier. L'effet contraire s'est produit: un grand nombre des partisans du centre, déçus par la faiblesse du président du Conseil, se sont approchés soit du général Phoumi soit du Pathet-Lao.

La droite est dirigée aujourd'hui par le général Phoumi Nosavan, un des deux vice-présidents du conseil et ministre des finances. Ancien agent de police sous les Français, dynamique, sans aucun scrupule, il n'a pas la moindre intention de collaborer avec le Pathet-Lao haï profondément, bien que son parti ("Comité révolutionnaire de Savannaketh") ait accepté l'année dernière la formation d'un gouvernement de coalition. Phoumi, neveu du premier-ministre thaïlandais Sarit qui lui sert d'exemple à imiter, est actuellement l'homme fort du Laos non contrôlé par le Pathet-Lao, son armée et son aviation, bien équipées avec du matériel américain, n'acceptant plus que les troupes neutralistes peu nombreuses ne soient stationnées en dehors de la Plaine des Jarres. Son influence à Vientiane est devenue très forte; il a réussi à tirer les trois membres des "neutres de Vientiane" de son côté malgré qu'ils appartiennent officiellement toujours au centre. Le prince Phouma, résigné, ne s'oppose que faiblement à la politique de Phoumi. Pendant les 15 jours que le ministre du Pathet-Lao Vongvichit passa récemment à Vientiane, Phoumi empêcha toute séance du cabinet et refusa de voir Vongvichit bien que ce dernier demanda à plusieurs reprises un entretien qui aurait été bienvenu tant par les Britanniques que par les Russes qui essayent tout pour que le prince Souphanouvong et le général Phoumi recommencent à se voir et à se parler (outre leurs efforts, jusqu'à présent sans résultat, d'organiser un entretien entre les deux princes, soit à Vientiane, soit à Khang Khay). Phoumi, malgré l'espoir qu'on met en lui comme commandant de la seule armée bien équipée, ne jouit en dehors de ses fidèles pas de la meilleure réputation. Lors d'un vol de Vientiane à Savannaketh auquel il m'invita afin de participer à une parade de ses troupes, il me déclara avec un sourire pas trop sympathique: "Je n'ai pas insisté auprès du Prince pour qu'il renonce au ministère de la défense nationale pour me le confier. J'ai jugé plus opportun d'être à la tête du ministère des finances d'où j'ai une in -

fluence partout. Lorsque quelque chose me déplait, je ferme le robinet!" (On m'a cité en effet que les troupes neutralistes de Kong Le ont parfois de grandes difficultés pour toucher leur solde). Le trait suivant caractérise Phoumi: Sans nécessité quelconque pour le pays, il fonda au printemps dernier une banque privée lui appartenant et sollicita auprès du ministre des finances dénommé général Phoumi le monopole pour sa banque de tout commerce en or. Il reçut une réponse favorable!

La gauche, le mouvement du Pathet-Lao avec son parti politique "Neo Lao Hak Xat", a le prince Souphanouvong à sa tête. Agé d'environ 56 ans, de six ans le cadet de son demi-frère le prince Souvanna Phouma (même père - un des oncles du roi actuel - mais fils d'une concubine), il ne peut oublier la vie dure qu'on lui infligea avant la guerre à Paris comme "Werkstudent" contrairement au train de vie confortable de son demi-frère. Il a coupé toutes les relations personnelles avec la maison royale. Souphanouvong sied au gouvernement comme vice-premier ministre et ministre de l'économie et du plan; son collègue Vongvichit dirige le ministère de l'information.

La haine du général Phoumi contre le Pathet-Lao est tout à fait réciproque. Avec son consentement aux stipulations des accords de Genève, le Pathet-Lao - tous les neutralistes étaient en ce moment plutôt de son côté en faisant front commun contre le général Phoumi - espérait :

- a) de pouvoir garder le contrôle sur le territoire occupé par lui
- b) de pouvoir contrôler, d'entente avec les neutralistes, le gouvernement en éliminant lentement la droite, avec la tactique communiste connue, jusqu'au moment de la prise du pouvoir complet
- c) que les Etats-Unis allaient se retirer du pays (se basant, comme l'ambassadeur des Etats-Unis me l'a dit, sur des articles sans fondement parus dans la presse américaine).

Aujourd'hui, le Pathet-Lao est très déçu de Kong Le, le chef des troupes neutralistes, auparavant fervent anti-américain, qui, étant effectivement neutre ("le seul patriote laotien qui existe", comme on me l'a décrit), s'est refusé à jouer le jeu des rouges. La formule "gauche et neutres" contre "droite" valable jusqu'à la fin de 1962, s'est transformée dès lors en "droite et neutres" contre "gauche", événement le plus important au Laos depuis la signature des accords de Genève.

N'ayant pas eu la possibilité, malgré mon désir, de me rendre en hélicoptère de la CIC dans la Plaine des Jarres, je n'ai pas vu le prince Souphanouvong qui mène, avec Vongvichit, une vie peu confortable dans le petit village de Khang Khay. Par contre, j'ai longuement parlé avec Vongvichit dans sa maison bien gardée par les soldats du Pathet-Lao voisine de celle où Pholsena fut assassiné. Vongvichit, jeune, calme, pondéré dans ses paroles, dangereusement persuasif (il est le théoricien du Pathet-Lao) me dit plus ou moins avec les mêmes paroles que le général Phoumi:

- 1) Notre parti se sent toujours lié par les accords de Genève qu'il suit à la lettre.
- 2) Le Pathet-Lao est prêt à contribuer sa part pour la formation d'une armée nationale et d'une police mixte.
- 3) Ce n'est pas le Pathet-Lao mais nos adversaires au gouvernement qui paralysent l'activité de la CIC.

Des menaces ayant été proférées contre notre vie, le Prince "Rouge" et moi-même fûmes obligés de nous réfugier à Khang Khay. Un retour à Vientiane ne sera possible qu'après la neutralisation et la démilitarisation de la capitale administrative sur lesquelles les trois partis se sont déjà entendus en novembre 1962."

Vongvichit s'est, avec raison, plaint du refus du général Phoumi de le recevoir, boycottant ainsi ses intentions de discuter avec lui les problèmes du gouvernement de coalition devenu très fragile.

On m'a signalé - je le mentionne sous toute réserve - que le prince Souphanouvong devient de plus en plus une marionnette dans les mains des leaders communistes tant du Pathet-Lao que du Vietminh et serait las du rôle qu'on lui inflige. Sa femme et ses enfants se trouvant à Moscou et à Pékin, il lui serait toutefois impossible d'abandonner le Pathet-Lao ou même de retourner à Vientiane. Sa position est d'autant plus difficile que lui et le général Sinkapo, commandant militaire du Pathet-Lao, sont des communistes "tendance Moscou" contrairement au Vietminh "tendance Pékin".

Inversément aux espoirs mis dans les accords de Genève, la situation actuelle est donc loin d'être réjouissante. Pas le moindre progrès dans l'unification du pays dont les 2/3 du territoire sont contrôlés par le Pathet-Lao qui, il y a quelques mois, a fait son apparition également au sud du Laos, même sur la rive droite du Mékong où il a enlevé trois missionnaires japonais; à Vientiane, le président du Conseil, impuissant, ne pouvant se maintenir au pouvoir que par l'aide de l'ouest; les armées se confrontant toujours dans la Plaine des Jarres sans la moindre intention de s'unifier en une armée nationale; une inflation s'aggravant de jour en jour (depuis le mois de janvier 1963 la monnaie nationale, le kip, est descendue au marché libre de 50% de la valeur officielle à 20%) - quel sera l'avenir du petit "Royaume d'un millier d'éléphants et du parasol blanc"?

Il n'y a pas de réponse à cette question. Le prince Sihanouk du Cambodge a-t-il raison en proclamant que la Conférence de Genève fut convoquée trop tard pour neutraliser son voisin? L'ambassadeur britannique est très sceptique. Il doute qu'il soit jamais possible d'unifier le pays. Lui et son collègue russe - leur coopération est bonne, d'une manière surprenante - limitent donc aujourd'hui leurs efforts, sans montrer de hâte, aux buts suivants:

- 13 -

- a) éviter de nouveaux incidents
- b) faire fonctionner le gouvernement du prince Phouma malgré ses faiblesses, lui étant la seule personne suffisamment neutre pour être à la tête de la coalition
- c) reprise de la discussion entre les dirigeants des trois "tendances".

Il s'agit surtout, comme l'ambassadeur Hopson m'a dit en huit mots: "to try to keep the mess under control".

J'ajoute une impression personnelle, qui me fut confirmée de plusieurs côtés: C'est beaucoup moins le conflit est-ouest qui empêche la stabilisation du petit Royaume que le refus des partis de la droite et de la gauche de travailler la main dans la main dans l'intérêt du pays. Si, entre Laotiens, on exécutait vraiment et honnêtement les accords de Genève, ni l'URSS ni la Chine rouge ne réussiraient dorénavant à boycotter l'unification du pays.

Après ces considérations d'ordre général, je crois utile de vous donner ici quelques indications sur le parlement, le CIC, les forces armées, etc.

a) Parlement.

Il n'y a au Laos pas de véritables partis politiques dans le sens occidental du mot. Il s'agit plutôt de politiciens entourés de leurs fidèles qui se répartissent entre eux les postes intéressants et surtout lucratifs dans le gouvernement et l'administration. L'Assemblée nationale se compose de 59 députés (un par 50'000 habitants), dont 32 du "Comité de défense des intérêts nationaux", C.D.I.N., qui s'est donné comme parti le titre de "Paxangkhom", c'est-à-dire "social-démocrate". Fondé par la jeune génération, il est le parti du général Phoumi et n'a rien à faire avec notre conception de "social-démocrate". Les 27 autres sièges sont occupés par le "Rassemblement du

peuple Lao, R.P.L.". Elue en avril 1960, l'Assemblée ne joue pas de rôle important. On ne peut la considérer comme représentative, le gouvernement ayant, à l'époque, par des mesures arbitraires, empêché le Pathet-Lao à participer aux élections (on avait mis le prince Souphanouvong et les autres dirigeants de la gauche en prison; on prescrit comme condition que les candidats aient accompli 9 années scolaires, on restreint le nombre des locaux de vote, etc). Le Pathet-Lao déclare donc, non sans raison, qu'il ne peut accepter le parlement actuel comme représentant légal du peuple lao. - Les prochaines élections sont prévues pour 1965.

b) Gouvernement.

Le Cabinet, constitué le 23 juin 1962, se compose aujourd'hui de 11 ministres et de 7 secrétaires d'état, appartenant aux partis suivants :

XK : Pen Kang du prince Phouma, fondé à Xieng Khouang, neutre

PL : Neo Lao Hak Xat (Pathet-Lao), gauche

SV : Comité révolutionnaire de Savannaketh (Général Phoumi), droite

VN : Neutres de Vientiane, neutre (se rapprochant du Général Phoumi)

- | | |
|--------------------------------|--|
| 1. Prince Souvanna Phouma (XK) | Premier Ministre, Ministre de la défense nationale, des vétérans et de l'action sociale, et des affaires étrangères (provisoirement) |
| 2. Prince Souphanouvong (PL) | Vice premier ministre, ministre de l'économie et du plan |
| 3. Général Phoumi Nosavan (SV) | Vice premier ministre, ministre des finances |
| 4. Pheng Phongsavan (XK) | Ministre de l'intérieur et des oeuvres sociales |
| 5. - (XK) | Ministre des affaires étrangères |
| 6. Leuam Insisiengmay (SV) | Ministre de l'éducation, des Beaux-Arts, des Sports et de la Jeunesse |

- | | |
|--------------------------------------|--|
| 7. Phoumi Vongvichit (PL) | Ministre de l'information de la propagande et du tourisme |
| 8. Ngon Sananikone (VN) | Ministre des travaux publics et des transports |
| 9. Khoun One Voravong (VN) | Ministre de la justice |
| 10. Khamsouk Keola (XK) | Ministre de la santé publique |
| 11. Tiao Sisoumang Sisaleumsak (XK) | Ministre des postes et des télécommunications |
| 12. Bounthan Songvilay (VN) | Ministre des affaires religieuses |
| 13. Général Heuan Mongkhonvilay (XK) | Secrétaire d'Etat pour les vétérans |
| 14. Khampheng Boupha (XK) | Secrétaire d'Etat pour l'action sociale |
| 15. Khampheuane Tounalom (PL) | Secrétaire d'Etat pour l'économie et le plan |
| 16. Phouangpheth Phanareth (SV) | Secrétaire d'Etat pour les finances |
| 17. Keo Viphakone (VN) | Secrétaire d'Etat pour les oeuvres sociales |
| 18. Bounthong Voravong (SV) | Secrétaire d'Etat pour les beaux-arts, les sports et la jeunesse |
| 19. Tiao Souk Vongsak (PL) | Secrétaire d'Etat pour les travaux publics et les transports |

c) CIC.

Présidée par un Indien, les deux autres membres étant un Canadien et un Polonais, elle a reçu dans les accords de Genève la tâche de contrôler si les stipulations de ceux-ci ne sont pas violées; aujourd'hui, son activité est, comme déjà mentionnée plus haut, paralysée. Le président indien m'a déclaré d'une voix amère:

"Je ne suis plus le président de la CIC mais seulement le directeur d'une entreprise de transport avec un avion quadrimoteur et quelques hélicoptères à ma disposition, permettant aux membres du gouvernement de voyager sous la protection de la Commission de la Plaine des Jarres à Vientiane et vice-versa. Les 150 officiers, sous-officiers et soldats indiens qui font partie de ma délégation et qui assurent entre autres les communications avec les CIC à Hanoi, Phnom-Penh et Saïgon pourraient faire un

travail beaucoup plus utile en Inde. On m'attaque depuis plusieurs mois en prétendant qu'un ressortissant indien ne soit plus à même d'être un président neutre. Qu'on change donc la composition de la Commission, l'Inde ne s'y opposerait pas du tout.

La CIC ne peut pas exécuter le contrôle sans demande de la part du gouvernement. Ces demandes ne viennent pas, les trois parties ne pouvant s'entendre à leur sujet. Depuis juillet 1962 (Genève), la CIC n'a pu faire sur territoire du Pathet-Lao que deux contrôles ridicules, inspectant deux petits villages d'une dizaine de cabanes. Selon le Pathet-Lao, de telles inspections ne sont pas conformes "à l'esprit des accords de Genève"! Au sein de la Commission le membre polonais boycotte toute activité, personne ne comprend son attitude négative. La situation est vivement regrettable, la CIC étant en effet le seul moyen pour assurer l'exécution des accords de Genève."

L'attitude étrange du membre polonais, qui ne paraît pas conforme à la politique générale de son pays et qui a certainement son origine dans des directives russes, me fut confirmée de plusieurs côtés. Elle est d'autant moins compréhensible que le Polonais a toujours, s'il ne se rallie pas aux opinions de ses deux collègues, la possibilité de rédiger un rapport minoritaire. Le prince Phouma m'a déclaré qu'il va demander son remplacement lors de l'actuelle assemblée générale de l'ONU. J'ai prié l'ambassadeur de Chine (Pékin) au Laos de m'expliquer cette attitude difficilement compréhensible pour un neutre comme moi qui croyait, peut-être un peu trop naïvement, que les trois membres de la CIC feraient l'impossible pour faire fonctionner les accords de Genève. Voici sa réponse, nullement inattendue: "La Commission serait en effet un instrument efficace pour réaliser les buts des accords de Genève. Or, le membre canadien et, depuis quelques mois, le membre indien ont complètement échoué dans leur tâche. Au service des impérialistes, il leur manque toute impartialité. Impossible donc pour le membre polonais de collaborer avec eux."

2. Situation militaire.

a) Troupes du général Phoumi.

Effectif: quelque 55'000 hommes dont 10'000 sous forme d'unités de guérilla et 5'000 ADC (Auto-Défense-Choc formées par les habitants de villages isolés).

"L'armée nationale", comme elle s'appelle, sympathise avec les Etats-Unis, mais préfère et espère que les troupes américaines se battront, si besoin est, à leur place (suivant l'exemple de l'armée thaïlandaise, comme on m'a dit)! Les soldats sont fidèles au général aussi longtemps qu'il s'oppose au Pathet-Lao; ils n'accepteraient pas d'être amalgamés avec les troupes de celui-ci dans une seule armée - encore moins est-ce le désir des trop nombreux généraux craignant de perdre leur position lucrative. La corruption est un peu moins répandue que dans l'administration civile; toutefois il est devenu la règle que les officiers utilisent leurs hommes pour se faire construire des maisons quitte à les louer ensuite aux diplomates pour des sommes fabuleuses en dollars. (La corruption ne va pas encore aussi loin comme chez le député (il y a 10 ans encore simple peintre) dont j'ai fait la connaissance et qui vient d'importer de Hongkong, en avion spécial, une "Thunderbird" flambant neuve pour utiliser sur la seule route laotienne!).

L'attaché militaire anglais n'a pas confiance en l'esprit militaire de ces troupes. Il doute qu'elles se battraient vraiment lors d'une attaque sérieuse de la part du Pathet-Lao. Il leur manquerait patriotisme et discipline. "L'armée nationale" contrôle aujourd'hui 1/3 du territoire, dont toutes les villes habitées par au moins 70% de la population. Quelques-unes de ces unités se sont rendues à la Plaine des Jarres il y a quelques semaines seulement, c'est-à-dire après que le Pathet-Lao ait renouvelé ses attaques. Les accords de Genève n'ont pas fixé de ligne de démarcation afin de ne pas faire le premier pas (voir l'armistice en Corée!) vers une division du pays. On

- 18 -

partit toutefois de l'idée que les armées resteraient sur leurs positions. Le général Phoumi m'a déclaré qu'il serait donc prêt à retirer prochainement ses troupes de la Plaine - qui n'y étaient pas en juillet 1962 - mais seulement dans un moment où le Pathet-Lao ne pourrait pas prétendre qu'il s'était vu obligé de le faire!

b) Troupes neutralistes.

Effectif: 8'000 (estimation britannique), 6'000 (estimation française).

Les unités sont commandées effectivement par le "capitaine" (il tient à garder son rang) Kong Le, 29 ans, homme très simple, sans notions de tactique et de politique, à peine capable d'écrire un ordre militaire, superstitieux, dégoûté des politiciens corrompus, ses troupes, autrement ⁱⁿ disciplinées, se dressant comme un seul homme derrière lui. En août 1960, à la tête de son bataillon de parachutistes, il avait pris, par un coup d'Etat, pour quelques mois le pouvoir politique à Vientiane. Officiellement, les troupes neutralistes sont dirigées par le général Ankha Souklavong, conseiller militaire à la présidence du conseil et directeur du cabinet militaire spécial du président du conseil. Les officiers de son état-major ont été mis en prison entre 1960 et 1963 par le général Phoumi à la suite du coup d'état de Kong Le et en conséquence se refusent aujourd'hui à collaborer avec Phoumi et ses troupes. Presque la totalité des unités neutralistes, jusqu'en août 1963 dispersées, se trouve aujourd'hui dans la Plaine des Jarres, en première ligne de combat, les troupes du général Phoumi étant en seconde ligne. L'équipement des soldats de Kong Le est d'origine américaine; la distribution est toutefois contrôlée par le général Phoumi.

c) Pathet-Lao.

Effectif: 18'000 (estimation britannique), dont 1'000 neutralistes dissidents sous le commandement du colonel Deuane.

Les troupes sont dispersées du nord au sud dans les 2/3 de la partie orientale du pays. Elles sont commandées par un comité avec la général Sinkapo à sa tête (âgé, pondéré). Les membres du comité, tous de nationalité laotienne, se trouvent sous l'influence du parti Neo Lao Hak Xat, contrôlés par les Vietnamiens du nord. Le ravitaillement des troupes a lieu soit par route venant de Muong Sen (Vietnam du nord) soit par avion. Activité presque exclusivement de guérillas (sauf dans la Plaine des Jarres).

On n'a pas pu me donner des indications au sujet du nombre de troupes Vietminh que l'on croit être incorporées comme cadres dans les unités du Pathet-Lao.

d) Armée du général Khamoume.

Effectif: 1'000

Elle se trouve dans la province de Phong Saly au nord du pays qu'elle contrôle. Ancienne "armée privée" du général Phoumi, sa loyauté est devenue douteuse, la volonté de survivre dans une région entourée par la Chine étant plus grande que le patriotisme. Armistice tacite avec le Pathet-Lao. Ravitaillé - ment uniquement par avion. Khamoume ne s'oppose pas à la construction de la route exécutée par les Chinois et terminée en mai 1963 qui conduit de Mengha en Chine jusqu'à la ville de Phong Saly, siège d'un consulat chinois. Il n'y a pas de preuves que la Chine, comme on le prétend périodiquement dans la presse occidentale, construit des routes en direction de la frontière thaïlandaise au travers des deux provinces laotiennes de Phong Saly et de Houa Khong. Il se peut toutefois que les Chinois paient des coolies pour entretenir les quelques chemins - ou plutôt sentiers - existants mais très primitifs.

e) Importation d'armes et de munitions.

L'article 6 du protocole de Genève concernant la neutralité du Laos ne permet une telle importation uniquement que

pour la "défense nationale" du pays, donc nullement pour la guerre civile actuelle. Les Américains, fournissant des armes et munitions et tout l'équipement militaire au gouvernement qui ne les distribue qu'aux troupes de la droite et du centre, sont donc obligés d'interpréter l'article 6 d'une manière "élastique". Ils agissent ainsi de la même manière que les Rouges, sauf que ceux-ci contestent toute importation. Lorsque je demandai à l'ambassadeur de Chine comment il s'explique que le Pathet-Lao soit toujours à même de se battre sans disposer d'usine d'armes et sans livraisons de l'étranger, il me répondit sans hésiter: "Au moment du cessez-le-feu à la suite des accords de Genève, le Pathet-Lao fut le grand vainqueur dans la Plaine des Jarres. Depuis cette époque, il dispose de telles quantités d'armes, munitions, vivres, etc qu'il n'a pour longtemps encore aucun besoin d'une aide quelconque"!

L'ambassadeur de l'URSS m'a indirectement confirmé que le Pathet-Lao reçoit des armes de l'étranger en me disant: "Ce n'est pas seulement le Pathet-Lao qui viole les accords de Genève, mais également ses adversaires".

f) Armée unifiée et police mixte.

L'idée, en exécutant les accords de Genève, est de créer une armée laotienne de 30'000 hommes, c'est-à-dire 10'000 de chacune des trois "tendances", qui serait commandée par le président du Conseil et ministre de la défense nationale, le prince Phouma. On ne "mélangerait" pas les soldats des trois parties qui garderaient leurs propres commandants. Il serait toutefois extrêmement difficile de faire fonctionner une telle armée, théoriquement unifiée, pratiquement - comme aujourd'hui - trois instruments aux mains des politiciens. De plus, le Pathet-Lao insiste pour que le territoire laotien soit réparti parmi ces trois groupes à 10'000 hommes chacun. Derrière cette condition se cache son opposition à laisser entrer d'autres troupes dans les 2/3 du pays actuellement contrôlés par lui.

- 21 -

Comme "police mixte" (mais pas mélangée non plus), on prévoit 6'000 hommes, c'est-à-dire 2'000 de chaque parti. Trois fois 400 formeraient la police de Vientiane, ville qui serait neutralisée et démilitarisée. Les troupes du général Phoumi, qui la contrôlent actuellement, devraient se retirer en dehors des limites de la commune de Vientiane. En novembre 1962, les trois partis s'étaient entendus à ce sujet. Depuis lors, l'affaire n'avance plus. Le centre et la droite posent comme condition de la neutralisation et de la démilitarisation la libre circulation de toutes les forces armées et de la police dans tout le pays, condition que le Pathet-Lao se refuse à accepter.

3. Situation économique.-

Le Laos, pays de petits paysans et de pêcheurs, très pauvre en richesses du sol, avec une seule route principale, sans chemin de fer, le Mékong que partiellement fluvial à cause des rapides, une industrie non existante, abstraction faite des petites fabriques de cigarettes, d'allumettes, de meubles, de boissons et d'une mine d'étain, n'a pratiquement pas connu de commerce extérieur jusqu'à la dernière guerre mondiale. La population, sans contact avec la civilisation moderne, vivait des produits du pays. Il y a 20 ans, le nombre des voitures ne dépassait pas 100, le téléphone était inconnu. Un seul médecin européen et quelques "médecins indochinois" instruits d'une manière incomplète par les Français, s'occupaient des malades. La mortalité infantile était très élevée ainsi que le nombre des victimes du paludisme, de la tuberculose et de la lèpre. La circulation monétaire était très modeste, les Laotiens, sans confiance dans les bouts de papier, préféraient l'échange de produits contre produits. On ne connaissait l'électricité que dans trois ou quatre petites villes (aujourd'hui six). La guerre de l'Indochine, l'indépendance accordée au Royaume et surtout l'aide américaine qui débuta en 1955 - les Etats-Unis remplaçant la France -, changea brusquement la situation. Les 370 millions de dollars que Washington firent couler dans le pays de 1955 - 1962 n'eurent malheureusement pas le résultat désiré, c'est-à-dire de rendre le Laos moins sous-développé. Les gouvernements qui se succédèrent continuellement à cette époque, à la manière de la 3ème république, et à qui Washington se fia trop, ne firent qu'un usage abusif de l'aide. Aucun développement de l'infrastructure, peu d'immeubles publics construits, pas d'efforts pour fonder un artisanat, pour développer des techniciens, etc. Les Américains donnaient et donnaient et ne s'occupèrent pas de l'utilisation des fonds. Le gouvernement

dressa lui-même le tableau des importations dans lequel des articles de luxe, des voitures en grand nombre abondaient. Une grande quantité de marchandises furent détournées vers la Thaïlande. Des sommes importantes quittèrent le pays en direction d'un compte bancaire privé à l'étranger. Les paysans s'habituaient à recevoir sans efforts ce qu'ils avaient besoin (surplus-produits des Etats-Unis qu'il fallait distribuer quelque part dans le monde!). Les dirigeants du pays, sur tous les échelons, commencèrent à s'enrichir, se construisirent des villas modernes, entreprirent aux frais de l'Etat des voyages à l'étranger, etc. L'honnêteté du peuple, auparavant exemplaire, disparut. Il avait pris goût à l'argent et commença à imiter les pratiques peu orthodoxes des politiciens. Une nouvelle classe vit le jour: le soldat. Bien payé, nourri et logé avec toute sa famille dans des campements, sans avoir un entraînement et une vie militaire trop durs, il devint une lourde charge pour le budget, se joignant dans son improductivité économique au grand nombre de bonzes bouddhistes qui, sans véritable vie religieuse, vit de la charité du peuple.

L'aide américaine diminua un peu pendant la période de la conférence de Genève mais reprit depuis lors un nouvel essor. Aujourd'hui, toute l'économie laotienne en dépend. Les Américains ont toutefois changé leur système d'aide à cause des difficultés avec leur balance de paiements et à cause de la déception éprouvée lorsqu'ils constatèrent les abus massifs. Aujourd'hui, leur bureau AID fait partie de l'ambassade et contrôle tout. Son chef, M. Mann, m'a donné les explications suivantes :

L'aide américaine (à fonds perdus) s'élève aujourd'hui à 38.5 millions de dollars par an, répartis en trois tranches:

a) 12 millions: aide aux réfugiés et à la population vivant dans les territoires contrôlés par le Pathet-Lao. Le gouvernement, avec l'aide des Américains et de la compagnie aérienne "Air America" (ex "Flying-Tigers" de la dernière guerre mondiale)

parachutent quotidiennement 60 tonnes de vivres pour ravitailler de cette manière environ 120'000 personnes. Des petits avions - dont un Porter de fabrication suisse - récupèrent sur les petites pistes provisoires une partie des parachutes dont la plupart est toutefois non récupérable. Les seuls frais pour les avions, pilotes, parachutes, etc. s'élèvent à plus de la moitié de la somme totale.

b) 18.5 millions: importation de toutes sortes de marchandises et dépenses de l'armée (pourcentage très élevé pour le budget du pays). Le gouvernement vend les produits aux importateurs et utilise les kip pour les dépenses en monnaie locale. Pour l'AID il est impossible de contrôler en détail l'utilisation des fonds; il sait qu'il y a continuellement des réexportations illégales, spécialement de l'essence, du riz et du sucre vers la Thaïlande, très facile à atteindre vu qu'il n'y a qu'à traverser le Mékong.

c) 8 millions: aide technique et projets économiques (formation d'instituteurs, aide médicale, routes, puits, petites usines électriques, etc).

Aucun pays du monde n'a reçu et ne reçoit toujours autant d'aide américaine, calculée par tête de la population, que le Laos.

Les Etats-Unis espèrent pouvoir créer en 1964, avec l'assistance d'autres pays, un fonds de stabilisation pour le kip qui perd de plus en plus de sa valeur, comme il ressort de la liste suivante des cours du marché libre (cours officiel 1 dollar = 80 kip):

| | | |
|--------------|---|-----|
| janvier 1962 | : | 90 |
| janvier 1963 | : | 153 |
| avril 1963 | : | 250 |
| juillet 1963 | : | 360 |
| août 1963 | : | 385 |

La Grande-Bretagne fournit également sous forme d'une aide gratuite et accordée pour une période de 5 ans des marchandises d'une valeur annuelle de un million de livres sterling, ainsi qu'une assistance technique (médecins, stations de radio, etc) de 1,35 million de livres sterling par an. L'Australie met pendant trois ans des marchandises d'une valeur de 150'000 livres sterling à disposition du gouvernement laotien. La France se refuse à publier les chiffres exacts de son appui - plutôt culturel - et estimés à 5 millions de dollars par an. Elle paie tous les professeurs des écoles secondaires (300 Français, pas un seul Laotien, sauf pour l'instruction de la langue nationale; pas plus de 25 bachots par an). En outre, elle paie le personnel militaire français prévu dans les accords de Genève comme instructeurs pour la nouvelle armée unifiée. Le général Phoumi, n'aimant pas trop les Français, interdit toutefois aux officiers français d'instruire ses troupes! Le Japon, se rendant compte de la situation difficile du Laos, lui a fait cadeau de générateurs électriques et lui aide à améliorer la distribution d'eau potable.

Comme il ressort des chiffres suivants, la situation économique serait intenable sans aide de l'occident. En 1962, les importations s'élevèrent à 22 millions de dollars contre la somme minuscule de 0.6 million d'exportations (bois, étain, benjoin, café, etc). Les recettes de l'Etat se chiffèrent l'année dernière à 7.3 millions de dollars, les dépenses à 46,5. Plus du 80% de ces dernières sont donc à la charge des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Australie.

Les fournisseurs principaux du Laos furent en 1962 (en pourcentage des importations totales): Thaïlande: 35; Indonésie: 14; USA: 13; Japon: 11; France: 8; Hongkong: 6; Grande-Bretagne: 2. Des marchandises suisses ont été achetées pour 503'000 francs.

Pas moins du 21% des importations consistèrent en légumes, spécialement en provenance du voisin thaïlandais. Ce pourcentage pourrait fort bien être réduit par un effort des Laotiens de cultiver davantage leurs terres ("Il faut bien travailler pour eux, mais ne pas les faire travailler", comme la mère supérieure d'un couvent me l'a défini!)

En ce qui concerne les exportations, 57% vont vers la Malaysia, 19% vers Hongkong et 16% vers la Thaïlande.

Pour illustrer davantage la situation économique très peu développée du Laos, je cite ici quelques chiffres un peu mélangés, tous également valables pour 1962 :

| | |
|--|--|
| production d'étain : | 720 tonnes |
| production d'électricité : | 9 millions de Kwh |
| atterrissages d'avions civils: | service local: 2'672 avec 19'710 passagers |
| " " " : | Service international: 1'397 avec 14'369 passagers |
| frêt transporté par avion, service local : | 1'151 tonnes |
| " " " " , " international : | 1'043 tonnes |
| production de bois de construction : | 41'128 tonnes |
| " " " " charbon : | 7'728 " |
| " " peaux (bovins et buffles d'eau) : | 189 tonnes |
| abonnés au téléphone : | 2'377 |

4. Aide technique suisse.-

Vu la situation actuelle du pays et l'aide qui lui est apportée par les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'Australie ainsi que par les organisations spéciales de l'ONU, il n'y a pas d'urgence à chercher des possibilités de lui aider. Une assistance pourrait toutefois entrer un jour en ligne de compte pour :

- a) l'organisation de la police mixte (suggestion qui m'a été faite par l'ambassadeur des Etats-Unis qui souligna que seuls des experts d'un pays vraiment neutre pourraient s'occuper de cette tâche)
- b) la formation professionnelle (mécaniciens, serruriers, menuisiers, ferblantiers, etc)
- c) l'aide médicale (formation d'infirmières, de sages-femmes, etc), le Royaume ne disposant aujourd'hui que de six médecins indigènes.

5. Relations diplomatiques du Laos.-

a) Ambassades avec résidence du chef de mission à Vientiane:

| | |
|-----------------|---------------------------------|
| Australie | Tchécoslovaquie |
| Cambodge | Thaïlande |
| Chine (Pékin) | URSS |
| France | USA |
| Grande-Bretagne | Vietnam du Nord |
| Inde | Vietnam du Sud ("représentant") |
| Japon | |

b) Ambassades ou légations avec résidence du chef de mission hors du Laos :

| | |
|---------------------|------------|
| Allemagne fédérale, | Bangkok |
| Belgique * | Bangkok |
| Birmanie * | Phnom-Penh |
| Bulgarie | Hanoï |
| Danemark * | Bangkok |
| Hongrie | Hanoï |
| Indonésie | Phnom-Penh |
| Israël * | Bangkok |
| Italie * | Saïgon |
| Mongolie | Hanoï |
| Népal * | Pékin |
| Nouvelle Zélande | Bangkok |
| Pakistan * | Bangkok |
| Pays-Bas * | Bangkok |
| Philippines | Saïgon |
| Pologne | Rangoon |
| Roumanie | Hanoï |
| Suisse | Djakarta |
| Turquie | Bangkok |
| Yougoslavie | Phnom-Penh |

Le fait que j'ai mon domicile à Djakarta (le seul parmi les chefs de mission avec résidence hors du Laos) ne donne actuellement lieu à aucune difficulté, les relations diplomatiques entre le Laos et l'Indonésie étant très bonnes.

*) légation

6. Colonie suisse.

Vu le nombre très restreint des étrangers domiciliés au Laos, la colonie suisse est relativement grande. D'un total de 41, elle se compose de 12 hommes, 17 femmes et 12 enfants. La plupart d'entre eux (32) vivent dans les stations missionnaires de Savannaketh et de Paksé et travaillent au service soit de la Mission évangélique (suisse) soit de la "Oversea Missionary Fellowship" (anglaise). Trois soeurs suisses font partie de la mission catholique. J'ai visité avec ma femme les soeurs et les missionnaires qui en furent très contents et nous gâtèrent avec leur hospitalité. Ils me déclarèrent se sentir un peu plus protégés depuis l'établissement des relations diplomatiques entre la Suisse et leur pays de domicile. Une infirmière suisse appartenant également à la Mission évangélique dirige toute seule, malheureusement sans l'aide permanente d'un médecin, la colonie des lépreux "Ban Lak Sam Sip" située à 30 km de Paksé (200 malades de tous âges avec un nombre analogue de membres de famille). La visite de ce village et le travail accompli par Mlle Brügger (fille d'un missionnaire aujourd'hui retiré qui est arrivé au Laos déjà avant la première guerre mondiale) dans des conditions très difficiles (aucune aide efficace de la part du gouvernement et de l'OMS, le gouvernement cherchant à cacher qu'il y a toujours de la lèpre au Laos; concurrence aussi invraisemblable qu'il puisse paraître d'une autre mission chrétienne également européenne qui cherche à lui arracher les malades pour les "missionner" d'une manière un peu différente!) nous a profondément impressionnés.

7. Presse Laotienne.-

A part quelques petits quotidiens en langue laotienne, il n'y a qu'un seul journal (hebdomadaire) "Le National" en français; uniquement multicopié, le nombre d'exemplaires est très limité. J'ai souscrit à un abonnement pour l'ambassade à Djakarta. Rédigé par M. Touby Lyfoung, politicien et ancien membre du cabinet, il dessine, dans les quelques numéros que j'ai pu lire, un tableau très sombre de son pays; voici quelques extraits typiques :

"Le Prince Souvanna Phouma n'a jamais connu le Pathet-Lao; il est un homme gâté par ses hommes profiteurs, par les milieux politiques et diplomatiques et par les puissances étrangères."

"Le Laos de nos jours: vivre aux dépens des autres pays, un parasite, un vers solitaire. Dans ces conditions, avec les paresseux, avec les gens qui ont l'habitude de ne rien faire, comment voulez-vous que notre pays se développe?"

"Les princes sont de tradition ou par vocation les chefs du pays".

"Economie aujourd'hui dans sa phase la plus difficile." - "Le niveau d'instruction des Laotiens est des plus bas."

"La droite comme la gauche ne vit que de l'extérieur."

"Notre pays se meurt lentement d'une interminable querelle. Le peuple ne comprend plus."

"On agit en leaders politiques, en chefs de bandes rebelles plutôt qu'en ministres responsables. - Il n'y a qu'au Laos qu'on tolère un tel manquement aux responsabilités."

8. Divers.-

a) Cérémonie de la remise des lettres de créance:

Voir ma lettre du 23 septembre 1963 adressée à la Division des affaires politiques.

b) Nomination d'un agent consulaire de Suisse au Laos:

Voir ma lettre du 1er octobre 1963 à la Division des affaires administratives.

c) Problème de l'immatriculation de la colonie suisse:

Voir ma lettre du 28 septembre 1963 à la Division des affaires administratives.

Djakarta, le 1er octobre 1963.